

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 331 JEUDI 8 NOVEMBRE 1979 4 F



hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

A quand le programme commun Marchais-Barre-Chirac-Giscard pour faire la peau au Canard Enchaîné ?

Editorial

N'est-on pas en train d'essayer, par le plus grand des hasards, de nous prendre pour des cons ?

Boulain, le ministre du Travail, est mort. Suicide, pas suicide ? Là n'est pas la question. Cet « honnête homme » (15 ans ministre, c'est une référence, ce n'est pas le caméléon Edgar Faure qui me démentira) a été « honteusement calomnié », selon certains, par Le Canard Enchaîné, hebdomadaire satirique paraissant le mercredi, et de là s'est donné la mort. Et alors ? Ce n'est jamais qu'un fait divers. Quand une jeune femme, mère de deux enfants, se jette par la fenêtre, parce qu'elle est au chômage, quand un mineur se tue au travail, quand un prisonnier se suicide, France-Soir n'en fait pas sa une.

De plus, tous les ténors de la politique se sont cru obligés d'y aller de leurs commentaires sur les attaques personnelles, véritables atteintes à la démocratie. Alors là non, trop c'est trop ! Qui sont-ils ceux-là mêmes qui s'indignent ? Prenons quelques exemples au hasard :

- Marchais : n'a-t-il pas perdu un procès en diffamation parce qu'on l'accusait d'être parti comme travailleur volontaire en Allemagne, à une époque où ce choix était discutable ?
- Chaban Delmas : est-il à jour de ses impôts ?
- Barre : ce champion des économies, n'a-t-il pas investi par l'intermédiaire d'un prête-nom, trois millions en un an, dans l'immobilier, alors que son salaire n'est que de 40 000 F ?

- A niveau moindre, Bergeron qui n'a sans doute pas entendu parler de la lutte de classes, n'a écrit-il pas cette semaine dans l'Économie, le journal de Poniatowski ?

Allons, allons messieurs, avant de partir en croisade, pensez à vous laver les mains. Je comprends que vous souteniez votre copain, c'est de la légitime défense, mais laissez donc la démocratie au placard... Quant à l'autre rigolo de Jean Foyer, ex-garde des sceaux, il disait le 31 octobre vers 8 heures du matin, sur France-Inter, qu'il craignait que la recrudescence de l'antiparlementarisme n'entraîne soit l'avènement d'une dictature fasciste, soit l'élection à la présidence d'un Carter, ce qu'il ne souhaitait pas pour la France. Dis donc Foyer, il y a une autre solution que tu oublies : l'anarchisme.

Il est vrai que si tu ne connais de l'anarchie que ce qui paraît dans la presse Herr Sant... La calomnie et la mauvaise foi qui règnent à ce sujet pourraient également nous pousser au suicide.

La conclusion est celle-ci : vous les démocrates bon teint qui pensez qu'on n'a pas le droit d'attaquer un homme au pouvoir, même si c'est un escroc, vous nous inquiétez bougrement. C'est vous qui favorisez la dictature, c'est vous qui mentez à l'opinion publique, c'est vous qui rêvez de nous imposer une presse aux ordres. Alors, dans ce cas, ne comptez pas sur nous, car nous ne cautionsnerons jamais une saloperie par notre silence complice. Nous continuerons à gueuler même et surtout si ça vous dérange. Dis Giscard, si on parlait un peu des diamants de Bokassa !



FOP. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
 DOUBS : BESANÇON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDE-ET-LOIRE : TOURS
 ISÈRE : GRENOBLE
 LOT : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIÈVRE : NEVERS
 NORD : MAUBEUGE-VALENCIENNE
 ORNE : LA FERTÉ-MACÉ-FLERS
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY-ANNE-MASSE
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : RÉGION TOLONNAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE

BELGIQUE SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
 - LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

 Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char. les Gros (1^{er} porte à gauche).

- Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.
- Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.
- Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.
- Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.
- Région toulonnaise : le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.
- Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.
- Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.
- Groupe du Havre et région « L'Entraide » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.
- Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.
- Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.
- Groupe Élisée Reclus d'Aix-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h. à la table de presse tenue devant le Palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h. dans le hall de la Fac de Lettres.
- Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.
- Liaison St-Étienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local CNT-SIA à la Bourse du Travail, 15 cours Victor Hugo à St-Étienne.
- Groupe Jacob : le lundi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 16 h., au 51 rue de Lappe, Paris 11^e.
- Groupe Louise-Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVC), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e.
- Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h. et le samedi de 16 à 18 h., 51 rue de Lappe, Paris 11^e.
- Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h.
- Groupe La Boétie : les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h. 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.
- Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h. au café Le métropole, avenue de la République à Issy-les-Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190), tous les mardis de 19 à 20 h., petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15^e (métro Boucicaut).
- Groupe Fresnes-Antony : tous les jours de 10 à 20 h., le dimanche de 10 à 13 h., 34 rue de Fresnes à Antony (Tél. 668-48-58).
- Groupe Atelier du Soir : pour tout contact écrire à Atelier du Soir BP 14 - Igny 91 430.
- Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 6^e, 7^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - FRESNES NORD, L'HAY
 - MASSY PALAISEAU
 - ATELIER DU SOIR
 - ORSAY BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - DRAVILL
 - THIAIS, CHOISY
 - ST MICHEL SUR ORGE
 - VILLEJUIF
 - MAISONS-ALFORT, ALFORT-VILLE

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX
 - ISSY LES MOULINEAUX, BOULOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN
 - ASNIÈRES
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - ARGENTEUIL

LIAISONS

De Aubenas, La Rochelle, Saintes, Hénin-Beaumont, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpelier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chinon, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St-Étienne, Le Puy, Laval, Metz, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maulé, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Novon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Firminy, Nantes.

Le groupe de Massy vient d'éditer une affiche que nous ne pouvons reproduire pour raison technique et dont le texte est le suivant

*Ne produisons pas des enfants comme on fabrique des balles de fusil
 La procréation ne doit pas être un accident
 mais un acte volontaire
 Oui à la contraception et à l'avortement*

L'affiche est vendue 2 F l'unité ou 0,50 F à partir de 10 ex.

COMMUNIQUÉS

En attendant l'ouverture d'un local sur la rive gauche, le groupe Père Peinard invite les intéressés à le contacter par l'intermédiaire des RI à Publico. Ce groupe couvre les 6^e et 7^e arrondissements de Paris.

Le groupe ROUGE Y NEGRO de Domont annonce sa création et appelle les sympathisants de la région à venir le rejoindre. Pour tout contact, soit par les R.I., soit sur le marché de Domont tous les dimanches.

Le groupe Fresnes-Antony organise une réunion de formation anarchiste en son local
 34 rue de Fresnes à Antony
 Métro Antony

JEUDI 15 NOVEMBRE à 20 h 30
 Le mouvement libertaire en Amérique latine et la situation au Nicaragua avec la participation de la Coordination libertaire latino-américaine

Le groupe de Troyes « Les Temps Nouveaux » organise des réunions-débats en son local
 17, rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche)
 à Troyes
 au cours de ses permanences à 20 h 30

MARDI 20 NOVEMBRE
 Les pays de l'Est : exemple de la Pologne

Le groupe Kropotkine organise en son local
 28 rue Carême Prenant à Argenteuil
 des réunions-débats
 LE 10 NOVEMBRE
 Le Mouvement punk
 LE 17 NOVEMBRE
 L'IMMIGRATION

Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 13 à 15 h
 51, rue de Lappe
 75 011 PARIS

et

tous les samedis de 15 à 18 h
 26, rue du Wad-Billy
 METZ - Tel. 74.41.58

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 56 636
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Sommaire

PAGE 1

Editorial

PAGE 2

Activités F.A.

PAGE 3

En bref

La délinquance

Non à la centrale nucléaire de Golfech

PAGE 4

Perspectives pour l'action syndicale aujourd'hui

Boulin-Mesrine : 1 point partout

PAGE 5

Les femmes et les brebis

Une vérité peut en cacher une autre

Chronique du goulag ordinaire

PAGE 6

Informations Internationales

PAGE 7

Livre de la semaine

Notes de lecture

Théâtre

Anticipation

PAGE 8

On étouffe... on étouffe...

C'est la pourriture qui règne dans les milieux parlementaires

qui a « assassiné » Robert Boulin

MAUDIT SOIT LE JOUR
 OÙ NOTRE NEVEU
 A OFFERT UN
 ABONNEMENT AU
 MONDE LIBERTAIRE
 À LA PETITE !
 DEPUIS, ELLE A
 BRISÉ SES
 DISQUES ET
 LA RADIO AUSSI...

IL NOUS
 RESTÉ
 ENCORE
 LA
 TÉLÉ...



ABONNEZ-VOUS

Après Idées générales de la révolution
 le groupe Fresnes-Antony de la F.A. vient de rééditer

Avertissements aux propriétaires de Pierre-Joseph PROUDHON

Ce volume regroupe les 2^e et 3^e mémoires sur la propriété (1841 et 1842)
 qui font suite au célèbre *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840)
 ainsi que *L'explication présentée devant la Cour d'Assises*
 où le 3^e Mémoire avait traité Proudhon
 auquel on reprochait quelques écrits comme
Appel à la haine d'une ou plusieurs classes de citoyen,
du gouvernement et de la religion catholique

En vente à Publico. 35 F (+ frais de port)

On ne le trouve pas à la Samaritaine

Le groupe de Bordeaux vient d'éditer un calendrier pour l'année 1980, avec des dessins de J.P. DUCRET sur des thèmes chers aux révolutionnaires.

Ce calendrier est en vente à Publico au prix de 20 F l'unité (+ 3,50 F de frais de port si vous désirez vous le faire expédier).

Vous pouvez vous le procurer directement auprès du groupe de Bordeaux, 7 rue du Muguet à Bordeaux ou le commander à cette même adresse où l'on vous fera une remise de 25% à partir de 5 exemplaires commandés. Les règlements effectués auprès du groupe de Bordeaux doivent être faits à l'ordre de G. Durou.

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289.15 Paris

	TARIF	
	Sous pli fermé	Etranger
France		
3 mois	50 F	55 F
6 mois	95 F	110 F
12 mois	180 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada

Abonnez-vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste

en bref...en bref...

Daniel François, travailleur aux PTT, militant sanctionné : 6 mois de mise à pied avec mutation disciplinaire pour fait de grève au centre de tri Rouen-gare insoumis depuis le 12 juillet 79 se rend à la gendarmerie le 24 octobre, pour continuer son combat par la grève de la faim « pour le droit de choisir les moyens appropriés pour la classe ouvrière de défendre ses propres intérêts et non ceux d'une hypothétique nation (État) ou tout simplement ceux des nantis (le capital) ».

Le syndicat autogestionnaire des travailleurs de l'Éducation et sociaux (Satec) de Seine-Maritime tient une permanence, tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30 en son local 128 rue de St Maur 76130 Mont-Saint-Aignan.

Un Comité de Lutte des Objecteurs s'est créé à Bordeaux. Il tient ses permanences chaque mardi à 18 h 30 au 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Jean-François Jaillais et Claude Bleton sont accusés du délit d'insoumission pour n'avoir pas rejoint leur affectation à l'O.N.F.. Ils passent en procès en appel au Tribunal correctionnel de Versailles, 7^e Chambre, 5 rue Carnot, les 6 novembre et 11 décembre 79 à 14 h.

Le 11 novembre 79, l'UPF tiendra son congrès annuel, 4 rue des Quatre Echevins à Nevers (Centre culturel des Courils).

A Besançon, six élèves d'IFES (éducateurs en formation) sont en grève de la faim depuis le 23 octobre. Cette action s'inscrit dans le cadre de la lutte engagée depuis le 4 octobre pour l'obtention de leur revendication : attribution de la bourse d'État, signature d'une convention de formation, rémunération au titre de la formation professionnelle.

La section havraise de la Libre Pensée organise le jeudi 15 novembre à 18 h 30, salle des Sociétés Savantes, 56 rue Anatole France, une conférence publique et contradictoire animée par Las Vergnas (ancien vicaire de la cathédrale de Limoges), portant sur : « Pourquoi je suis libre penseur ».

Communiqué : Meeting

A l'occasion du Congrès extraordinaire de la Fédération Anarchiste, qui s'est déroulé à Antony, un meeting a été organisé par les groupes Fresnes-Antony et Louise-Michel. Ce meeting où près de quatre cents personnes étaient présentes, a pris une dimension toute particulière par la retransmission en direct par une radio libre d'expression anarchiste.

Les camarades ont parlé de la propagande anarchiste locale, des Jeux Olympiques, de l'avortement, de l'antimilitarisme, de la répression et des radios libres. Ensuite un débat fourni a eu lieu. Les renseignements généraux de Paris quoique « vivement intéressés » n'ont pu interrompre l'émission.

Groupes Fresnes-Antony et Louise-Michel

DÉLINQUANCE : Bouc émissaire et nécessité socio-économique

L'analyse du « phénomène délinquant » est depuis quelques années sujet à débat tant de la part des autorités publiques que du personnel « socio-tout ce que l'on veut » chargés de l'intégration de cette frange de marginaux.

La délinquance est à l'heure actuelle perçue comme la carence d'un système donné, une malformation nécessitant une intervention de type social dont le champ d'action s'étend du tribunal à la promotion en passant par l'assistance médicale et sociale et l'éducation.

Mais cette anomalie que chacun prétend pouvoir combattre n'est pas le mal spécifique de ces dix dernières années. Si elle est apparue au long de l'histoire dans toutes les différentes sociétés, elle n'a réellement pris l'ampleur que l'on se plaît à lui faire prendre, qu'à la naissance du Capital.

En effet, le renforcement de la conduite délinquante trouve ses sources dans les structures rigides dont le nouvel ordre économique s'est doté au cours du XIX^e Siècle en France, et bien avant en Angleterre, pour assurer sa croissance et son expansion.

A cette époque, l'accumulation et la concentration du capital, éléments moteur du capitalisme, nécessitaient aussi celles de la population, autre élément moteur. Les grandes villes se sont donc peuplées de paysans déracinés, formant la main-d'œuvre non qualifiée, inépuisable et donc bon marché de la nouvelle classe dominante. Nous connaissons les conditions de vie et de travail de ces ouvriers décrits à l'époque par des auteurs comme Engels et Willermé dans leurs ouvrages. Ce processus social engendré par le profit bourgeois était difficilement maîtrisable, et ce prolétariat surexploité, avant d'éprouver la nécessité de se donner les moyens de s'organiser en tant que « classe sociale », est nécessairement passé par différents stades d'expression de sa révolte, autres que les associations ouvrières.

On peut donc considérer que la première phase de la lutte des classes a donné naissance au terme « délinquant » tel qu'on l'utilise aujourd'hui. Le prolétaire déshumanisé, affamé et révolté, a donc découvert l'articulation entre le besoin de polariser sa violence individuelle sur les institutions bourgeoises, et la nécessité de subsister : il vole...

Ce mode de protestation naît donc de cette pauvreté dans laquelle vivait le prolétariat. Pauvreté radicale quand, lorsqu'il arrive un manque de moyens économiques, elle fait naître dans une société de compétition les éléments nécessaires pour une conduite illégale, mais sans doute légitime.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas si éloignés de cet état de fait et de son analyse, car en définitive, la conduite délinquante explicite à sa façon la lutte des classes.

Par exemple, l'acceptation et la compréhension de la part de notre société, d'un délit, sont très différentes selon qu'il est réalisé par un individu adhérent aux valeurs morales véhiculées par la classe bourgeoise, ou par un marginal rejetant ces mêmes valeurs. De même, la criminologie, science de synthèse basée sur les conclusions du Droit, de la psychologie, de la médecine légale... est réellement au service de tout gouvernement dans la mesure où le délit s'interprète toujours en « accident naturel », et jamais comme une conséquence d'une injustice implantée par tout système étatique qui pourrait avoir besoin d'un monde délinquant pour se présenter comme le tenant du Bien et de l'Ordre. Pour pouvoir maintenir cette vision du délit, ces systèmes nous présenteraient une relation nécessaire entre l'action délinquante et la personne du délinquant. Or, pour la criminologie, le délit est une action « a-historique », c'est-à-dire sans liaison directe avec les éléments qui font la vie du délinquant (famille, école, travail, culture). En clair, les causes du délit sont libres et celui-ci vient spontanément. A partir de cette analyse, les progrès que l'on va faire en matière de répression vont être considérables. Les juges peuvent reconnaître certaines circonstances atténuantes, mais ils maintiennent que l'auteur est responsable de son crime ou à la rigueur irresponsable si des psychiatres le reconnaissent comme tel.

A partir de ce moment, sa vie sera marquée par ses antécédents pénaux ! En revanche, si un membre d'une classe dominante (bourgeoise ou ouvrière) commet un délit, très souvent sa vie en sera démarquée, car cet acte aura été ponctuel, non réfléchi et regretté par lui-même. D'une certaine manière, il pourra l'incorporer dans sa biographie personnelle comme un élément de promotion sociale ou politique.

Cette analyse schématique de la délinquance est sans doute moins évidente de nos jours qu'il y a une cinquantaine d'années, dans la mesure où la marque de l'inégalité institutionnalisée, dénotée par ces traitements différents de l'action délinquante, se trouve beaucoup plus édulcorée. Cependant, elle est encore vérifiable si l'on considère la délinquance comme un réseau de marginalisation socio-économique potentiellement nécessaire aux rouages de l'économie capitaliste.

Comme on a pu le voir précédemment, il existe, dans tout système étatique, deux sortes de délinquants mais pour des délités différents.

Par exemple, dans les pays occidentaux, une seconde délinquance, nommée délinquance d'affaire, se traduit dans des faits par des infractions financières, fiscales et douanières, des spéculations de tous ordres... n'est presque pas sanctionnée judiciairement. Or, ici, les délinquants adhèrent de toute évidence à l'idéologie bourgeoise.

tous. Un désir croissant et un pouvoir d'achat limité sont générateurs d'un déséquilibre que chacun règle à sa façon : se couvrir de dettes, rythme de travail accablant, ou bien le vol.

Les grands centres urbains sont des viviers de délinquance. Dans leur banlieue habitent les déracinés, et cette masse est exposée plus que toute autre au délit. La concentration a produit le déracinement, l'insécurité et l'inadaptation au milieu ambiant, placé dans cette situation, l'individu non soumis choisit la réplique délictueuse. Ce n'est donc pas la personnalité du délinquant qui le pousse à l'action, mais bien la réalité sociale qui produit un déséquilibre sociologique avec comme conséquence pour quelques-uns : l'opposition par la révolte.

Réellement, le délinquant souffre de toutes les frustrations et malformations parentales ; mais celles-ci sont aussi le produit de cette réalité sociale. Ecole compétitive et inadéquate, lieu de travail avec des caractéristiques de prison. Tout

INFRACTIONS	Prison Ferme	Prison sursis	Amendes	autres
financières, fiscales, douanières	3,76%	14,14%	78,03%	4,07%
commerciales	1,87%	6,55%	85,12%	6,06%

Tableau de 1975

Tandis que d'un autre côté, les petits voleurs représentaient 46,5% des détenus au 1^{er} janvier 1977, les jeunes délinquants pour la plupart condamnés pour vol :

42% ont moins de 25 ans, et 7,3% seulement des détenus ont commis des atteintes graves contre des personnes. Je ne veux pas dire, en donnant ces quelques chiffres, qu'il faut libérer les uns et enfermer les autres, mais ils appuient l'hypothèse que le petit délinquant est le bouc-émissaire qui préserve les autres formes de délinquance de toute sanction pénale. En effet, l'essentiel des règlements en matière de délinquance d'affaire sont amiables, secrets, et se font à l'abri du regard public mais non de celui du pouvoir et de ses intérêts. Ceci dans la mesure où tous les transferts et manipulation de capitaux cons-

ceci contribue au développement d'une activité rebelle capable de transgresser tous les interdits.

D'un autre côté, de part les probabilités d'un éventuel comportement illégaliste auquel elle est sujette ; les flics de tous poils jugent nécessaire de contrôler sans cesse, de surveiller et de fichier toute une fraction de la classe ouvrière dangereuse afin de légitimer leurs différentes manifestations de répression.

Toute la campagne orchestrée sur la violence par les mass-média, et dont nous avons suivi les pitoyables débats, œuvrait à rappeler que le désordre social s'affronte à toutes les règles morales de la bourgeoisie. Ainsi, le fait d'assister la nuit à des quadrillages puis à des tabassages, peut rassurer une partie de la population insécurisée, mais malgré tout, ne peut



tituent la plaque tournante du capitalisme.

Quand on vient à débattre du « phénomène délinquant », on parle de deux sources causales du délit : la psychologie et la sociologie. Mais il faut bien voir que toutes les causes et facteurs d'une conduite délinquante sont réductibles aux éléments qui sont le résultat de situations créées, c'est-à-dire d'un fait socio-économique.

De nos jours, nous sommes constamment assiégés, notre vie quotidienne est faite de frustrations. Dans une société de consommation, les mass-média nous incitent à l'acquisition de biens accessibles par

empêcher, en aucune façon, les activités délinquantes. Cependant, le prétexte est enfin trouvé au fait d'amplifier le contrôle social et judiciaire de tous les groupes sociaux marginalisés et des opposants révoltés.

La boucle est donc bien fermée : l'État et sa rigidité économique produisent des délinquants, la délinquance est sévèrement réprimée par l'ordre moral et judiciaire de ce même État ; on ne s'attaque pas à ce problème car il est nécessaire à l'État.

Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

CLAUDE du groupe de Tours

Non à la centrale nucléaire de Golfech

L'État, l'EDF veulent imposer une centrale nucléaire à Golfech (Tarn-et-Garonne), petit village situé à 22 km d'Agen, au bord de la R.N. 113.

Puissance : quatre réacteurs, soit 6200 Mgw de puissance refroidis par une tour de 180 m, de haut débitant 3,5 mètres-cubes/seconde de vapeur d'eau et par la Garonne.

Conséquences : rejets de matières radio-actives dans l'air et dans l'eau, - brouillards provoqués par la tour de refroidissement perturbant les conditions climatiques locales (ex. : 200 heures en moins d'ensoleillement par an), - lignes haute-tension stérilisant les cultures sur des couloirs de 100 mètres de largeur et plus.

En cas d'accident, des villes comme Agen, Cahors, Moissac, Montauban, Auch, Toulouse, et leurs environs pourraient être atteintes.

La lutte dure depuis de nombreuses années (17 ans), mais actuellement, l'enquête d'utilité publique imposée par les autorités (83% de la population contre le nucléaire, différentes mairies fermées en signe de protestation...) provoque de vives réactions : destruction de quelques dossiers d'enquête d'utilité publique, opération villages-morts, permanence dans tous les villages pour discuter, informer les personnes qui désirent aider dans la lutte contre la centrale.



Les forces de l'ordre veillaient au bon déroulement de l'enquête d'utilité publique, pour cela deux à quatre cars de gardes mobiles dans les villages concernés. La population s'est trouvée agressée.

Face à ce contexte, la lutte se radicalise : dans une commune, le club du 3^e âge assure la permanence (pétitions, discussions, manif...).

Les comités antinucléaires assurent le soutien, l'information. Un contre-projet existe : une centrale thermique proposée par les chercheurs du CNRS.

Peu à peu, les gens prennent conscience du choix qu'implique la création d'une centrale nucléaire :

- état policier (plus de flics : la surveillance des centrales est assurée par l'armée),
- aberration économique : rendement d'une centrale, 40% ; on manquera d'uranium en 1984, alors qu'il y a des réserves de pétrole et de charbon pour 200 ans,
- nécessité de développer l'exploitation des énergies douces (solaire, éolienne, géothermie...).

De plus, les principes de démocratie sont bafoués. « Nous n'imposons pas de programme nucléaire aux populations qui ne le désirent pas », citation de Giscard d'Estaing.

Référendum en 1975 : 83% de la population se prononcent CONTRE le nucléaire, le Conseil Général du Tarn-et-Garonne, le Conseil régional Midi-Pyrénées se sont prononcés contre le programme.

Le pouvoir impose à l'aide de ses forces de l'ordre les démarches administratives pour la concrétisation de la centrale. La population s'indigne à juste titre. Il ne faut pas s'étonner d'actions déterminées dans le but de faire respecter ses désirs.

PATRICK du groupe Increvable Anarchie - Agen

Perspectives pour l'action syndicale aujourd'hui

On ne peut pas parler de syndicalisme dans les colonnes d'un journal anarchiste en méconnaissant l'extrême diversité qui existe chez les anarchistes dans l'appréhension du mouvement ouvrier. L'histoire mouvementée et contournée du syndicalisme a multiplié les options sur la pratique militante dans l'entreprise. Entre ceux qui refusent purement et simplement la structure syndicale comme instrument de collaboration de classes au service du capital et ceux qui persistent à y voir l'arme de combat privilégiée de la classe ouvrière ; entre ceux qui veulent à tout instant créer un nouveau syndicat, plus révolutionnaire que les autres, et ceux qui s'acharnent à militer dans les organisations traditionnelles ; entre ceux qui maintiennent

Le syndicalisme comme prolongement historique de l'anarchisme

La coïncidence historique de la naissance de l'anarchisme militant et des syndicats ouvriers m'amène à considérer qu'il ne s'agit pas là d'un simple hasard. En fait, les conditions socio-économiques qui ont présidé à la naissance de l'un et de l'autre sont exactement les mêmes : le phénomène de concentration capitaliste lié à l'exploitation salariale a créé les conditions d'un rassemblement structuré, des exploités avec comme finalité le renversement du système capitaliste et l'installation d'un système socialiste. Toutes les théories sociales qui partagent aujourd'hui le mouvement ouvrier datent en fait de cette époque-clé.

J'en conclus que l'anarchisme ne peut que porter en lui le caractère de la classe sociale qui l'a fait naître, qu'il est porteur des intérêts de cette seule classe à l'avenir de laquelle il reste irrémédiablement lié. Tous les développements philosophiques postérieurs ne peuvent servir qu'à l'enrichir et à assurer sa cohésion comme doctrine sociale capable de satisfaire les aspirations de la classe ouvrière. Sans l'émergence de la classe ouvrière au siècle dernier, on aurait connu des philosophes révoltés, on n'aurait pas connu toutes ces générations de militants anarchistes et les organisations qu'ils ont créées.

Cette approche du problème me permet de constater l'inévitable conjonction des types d'organisation, sans préjuger des formes particulières que chacune d'elles donnera à son action.

Un syndicat est toujours réformiste, il n'y a jamais anarchiste

Si le syndicat et l'organisation anarchiste se retrouvent sur le même terrain de classe, ils se différencient par leur fonction qui fait du premier une organisation de masse tandis que la seconde ne peut éviter d'être toujours minoritaire puisqu'elle ne regroupe que les militants qui adhèrent à un programme révolutionnaire. Le rôle de cette minorité est justement de pallier ce défaut congénital en donnant à ses conceptions une résonance de masse par sa participation à l'animation de la lutte des classes dans l'entreprise.

Mais le militant anarchiste doit, pour parvenir à ses fins, mener un travail quotidien incessant, semé d'embûches et de déceptions, qui consiste à amener la grande masse des travailleurs à prendre conscience de son exploitation et de sa capacité à prendre en mains ses propres problèmes. La conscience de classe ne s'acquiert pas à l'écoute des discours enflammés que nous tenons dans nos meetings. Il faut, à partir de la réalité quotidienne vécue par les exploités, les amener à se battre contre l'injustice. Il est bien que des ouvriers arrachent par la lutte une augmentation de salaire, mais il faut aussi qu'ils comprennent que cette victoire est passagère et qu'elle sera rapidement récupérée par le système grâce à cette arme terrible qu'est l'inflation. A partir de là, la seule issue possible pour que l'amélioration des conditions de vie des travailleurs soit irréversible, devient clairement le changement de société. Et le chemin est le même pour tous les types de revendications. C'est en cela que le fondement même du syndicalisme, c'est de faire du réformisme.

Cela ne veut pas dire que la conclusion révolutionnaire s'impose aussi schématiquement et aussi facilement aux yeux de tous les exploités qui participent un jour à une lutte victorieuse puis récupérée. Le principal danger est en effet que le résultat inverse se produise, à savoir que peu à peu, ils renonceraient à se battre en voyant la précarité de ce qu'ils arrivent péniblement à obtenir. Et c'est précisément ce qui se produit aujourd'hui, parce que les syndicats jouent le jeu de l'intégration au système en faisant croire qu'il suffit dans l'immédiat de négocier, ou alors d'attendre le changement de gouvernement pour encore négocier, mais dans une situation de rapport de forces plus favorable.

Et c'est cela qui justifie la présence des anarchistes dans les syndicats. Il est donc bien clair que parler de créer un syndicat anarchiste ne veut rien dire, pas plus aujourd'hui qu'hier et que demain. Un syndicat qui ne serait pas uniquement un rassemblement de personnes ayant pour dénominateur commun d'être exploitées par le même patron, cesserait par définition d'être un syndicat. Outre le fait qu'il est toujours mal ressenti d'ajouter à la division syndicale qui règne actuellement, il est parfaitement stupide de parler d'aligner un syndicat sur une ligne politique précise. A ce compte, il vaut mieux parler de groupes anarchistes d'entreprise ; une telle appellation, à défaut de poser le problème de l'efficacité, aurait au moins le mérite de la franchise.

Le syndicat ne sera révolutionnaire qu'autant que les travailleurs le seront devenus dans une proportion non négligeable.

Construire, par tous les moyens, une arme de guerre contre le capitalisme

Comment d'ailleurs peut-on prétendre, comme le font des camarades qui participent aux Comités de Liaison Anarcho-Syndicalistes, qu'il est possible de construire une organisation syndicale quand on n'est pas capable d'élaborer un programme qui, outre les notions générales d'autogestion, d'action directe (si souvent mal interprétée d'ailleurs) et de révolution, ne comporte guère que deux points : le refus des grèves de 24 heures et des permanents syndicaux ? Est-ce ainsi que l'on compte se faire comprendre de la masse des travailleurs qui suit encore à plus de 50% les mots d'ordre de grèves inutilisées lancés par leurs dirigeants permanents ?



JORGE AGUIRRE

Je prétends qu'on ne peut pas jeter par-dessus bord l'ensemble des acquis du mouvement ouvrier. Car ces acquis existent bel et bien : la légalisation des organisations syndicales, l'obligation pour l'employeur d'accepter la représentativité des délégués du personnel, les panneaux d'affichage, les distributions de tracts, les locaux, les réunions du personnel, bref l'ensemble des libertés syndicales patiemment emmagasinées au fil des luttes, tout cela nous sommes obligés d'en tenir compte. Nous ne pouvons pas nous permettre de refuser de conserver tous ces avantages, car cela irait à l'encontre de la conception même du syndicalisme qui veut faire des conquêtes réformistes un outil pour aller toujours plus loin, pour préparer plus sûrement l'explosion sociale !

Cela signifie concrètement qu'aucune organisation syndicale ne sera viable si elle ne remplit pas les conditions de représentativité exigées par la loi en vigueur pour ouvrir droit à la plupart des libertés syndicales. D'ailleurs, ces conditions, fixant la barre à environ 50% des voix aux élections professionnelles, concordent avec le minimum vital d'effectifs pouvant faire vivre une confédération de syndicats digne de ce nom. Ne pas se plier à la loi, mais savoir l'utiliser à notre plus grand profit, tel doit être notre mot d'ordre.

l'héritage de la scission de 1947 qui les a menés suivant les circonstances, à rester à la CGT, à participer à la création de FO ou à animer une tendance de la FEN, et ceux qui n'hésitent pas à rejoindre la CFDT malgré son passé tout chaud de CFTC et de son origine catholique ; entre ceux qui se maintiennent ou accèdent aux postes de responsabilité les plus élevés et ceux qui veulent rester à la base pour mener une opposition constructive... quelle ligne choisir ? Une clarification est nécessaire.

C'est pourquoi je me propose de présenter ici, en cinq points, les fondements qui devraient, à mon sens, guider les militants anarchistes dans leur action au sein des entreprises.

Il convient également, dans ce cadre légaliste, de se pencher sérieusement sur le problème de certaines institutions dont l'intérêt pour les syndicats peut paraître plus contestable. Il en est ainsi des Comités d'Entreprise, des Prud'hommes, des commissions paritaires, des conventions collectives, etc. Là aussi, même si cela nous déplaît, nous sommes obligés de tenir compte de ce qui existe.

Nous ne pouvons pas non plus contourner les problèmes en laissant élégamment aux autres le soin de se compromettre et en nous réservant le seul droit de critiquer. Ce genre de tactique se révèle rarement payant, car, encore une fois, les travailleurs jugent les théories suivant les pratiques qui les accompagnent et non pas sur les seuls discours.

Je rappellerai à ce sujet aux camarades ce que gargarisent d'idées reçues que la première CGT, celle de Pelloutier et de Pouget, se donnait entre autres pour rôle de combattre le chômage en faisant office de bureau de placement dans ses Bourses du Travail et en attribuant des indemnités aux chômeurs voulant se déplacer pour trouver du travail. Rempir le rôle de l'ANPE et des ASSÉDIC, même les syndicats d'aujourd'hui ne voudraient pas s'y abaisser !

Construire une organisation de masse, cela signifie aussi qu'on ne peut reculer devant la nécessaire structuration qui doit donner au syndicat la capacité maximum pour intervenir rapidement, notamment par des moyens matériels importants, et pour constituer réellement une mémoire collective en maintenant à jour des archives conséquentes. Et naturellement, cela est inconcevable sans l'existence de permanents. Tout le problème réside dans le contrôle effectif que le syndicat est capable d'assurer sur les permanents qu'il nomme, ainsi que dans la possibilité qu'on leur laisse ou pas d'avoir un rôle politique prépondérant.

Harmoniser les théories anarchistes et la pratique syndicale

Poser le problème de l'insertion des anarchistes dans les structures syndicales, c'est poser le problème en termes de présence effective à la base. Il me paraît en effet contradictoire de s'accrocher à une fonction de direction politique d'un syndicat quand la base militante n'est plus en accord et n'est pas prête à assumer à travers sa pratique quotidienne la politique définie. Il ne faut pas avoir peur de prendre des responsabilités, y compris au plus haut niveau, mais il faut que des conditions minima soient requises, sans quoi l'on tombera tôt ou tard dans le travers de la pratique bureaucratique.

La condition première est que cette accession à une responsabilité corresponde à une réelle orientation de la base militante de chaque niveau concerné. Dès que cette condition est remplie, on peut en effet envisager d'amplifier, en la concrétisant, l'influence prise dans le syndicat. Il ne faut jamais oublier que l'action doit se mener à tous les niveaux, et que si l'on doit donner aujourd'hui la priorité à l'action au niveau le plus bas qui correspond à l'état actuel de nos forces militantes, il faut savoir passer au bon moment au niveau supérieur. Sans quoi on court le risque de démontrer l'incapacité de notre syndicalisme à résoudre les problèmes généraux et à aborder plus globalement l'action à mener. Les autres conditions sont les conséquences logiques de la première : il s'agit d'être parvenu à un grand développement des idées-forces de l'anarcho-syndicalisme : faciliter un réel débat permanent sur les orientations et les formes de lutte, accepter que les décisions soient prises par les AG de travailleurs, le syndicat restant essentiellement une force de proposition (prin-

Boulin Mesrine : un point partout

Certes Mesrine est mort. Certes, avec vingt balles dans le corps. Certes sa compagnie a été grièvement blessée. Effectivement, la pratique policière qui consiste à abattre purement et simplement un homme sans sommation, même s'il s'agit de « l'ennemi public n° 1 », n'a rien de reluisant et relève de certaines méthodes utilisées il n'y a pas si longtemps, par la Gestapo, par exemple. Cette nouvelle manière de faire de la police révèle la volonté actuelle du pouvoir de ne rien laisser passer et de contrer toute contestation d'où qu'elle vienne, en se mettant, s'il le faut, en dehors de sa propre légalité.



Mesrine n'avait rien de révolutionnaire, c'était un truand, avec tout ce que cela comporte d'abjections et de crapuleries, et il le reconnaissait lui-même. Mais il a eu le mérite de lutter, à son niveau, contre les Quartiers de Haute Sécurité et donc en faveur de tous les taulards, sans distinction des délits politiques et de droit commun. Cette lutte n'adopte pas les mêmes voies que la nôtre, mais peut la rejoindre.

Mais ce qui nous gêne, nous anarchistes, c'est le tapage fait sur cette mort par les journaux à sensation comme par les journaux d'extrême-gauche qui montrent la même viande sanguinolente en première page et qui voient ainsi facilement monter leur tirage. A côté de cela, on ne parle pas des centaines de morts causées par les accidents du travail qui, eux aussi pourtant, sont des conséquences que la violence étatique fait subir aux travailleurs.

En allant plus loin encore, on peut penser que cette mort providentielle arrange bien messieurs les députés gaullistes qui voient ainsi leurs basses magouilles reléguées dans l'ombre. Ainsi, un clou chasse l'autre... Ne tombons pas dans le piège. La V^e République exhale des puanteurs révélateurs. Il faut songer à ce que nous allons mettre à sa place.

Alain SAUVAGE

Colette PIBAULT

Les femmes et les brebis, faut-il les rentrer avant la nuit ou sortir est un délit ?

« Je rentrais seule chez moi à Saint-Leu à 3 h du matin, quand trois hommes m'ont agressée, déchirée, anéantie : violée. J'ai hurlé, on m'a entendue, mais personne n'est venue. J'ai porté plainte, on m'a rit au nez.

Femme, si tu entends une femme hurler, ne la laisse pas seule, solidarité ».

Est-ce parce qu'on est une femme et que l'on rentre seule à 3 h du matin que l'on doit se faire violer, que trois hommes peuvent nous réduire à l'état d'objet ?

Cela peut arriver à n'importe laquelle d'entre nous. Nous nous savons toutes « violables » et on nous le rappelle à chaque instant. On ne doit plus être jugé sur la forme de son corps et la qualité de sa vaisselle.

Et que disent les représentants de l'ordre et de la justice quand nous portons plainte : « évidemment elle rentrerait seule à 3 h du matin ». Pour eux, sortir tard est un délit. Un homme rentre à 3 h du matin chez lui, on pense de lui qu'il a dû bien s'amuser. Une femme rentre à 3 h du matin, elle se fait violer, c'est qu'elle l'a cherché.

« Fini d'ironiser, messieurs les policiers ».

Il est intolérable qu'une femme ne puisse pas vivre comme elle le veut, quand elle le veut, où elle le veut, c'est-à-dire comme le droit que se reconnaît chaque homme.

Une plainte a été déposée, un tapage nocturne organisé dans la ville.

Nous étions une centaine de femmes, et nous chantions et nous criions, seules, après 10 h du soir.

Et vous n'avez pas beaucoup plus réagi, habitants de la ville, pas plus que la nuit où vous avez entendu hurler et que vous avez laissé faire.

Pourtant certains ont engagé la discussion, fusil à la fenêtre ! D'autres, dans leur voiture, font cent sur nous. On les arrête, ils sortent leur barre de fer.

Quand on est seul, on se fait agresser, quand on est nombreux, et bien c'est la même chose.

Mais nous ne modifierons pas notre vie.

Même si on nous accuse de provocation :

- lorsque nous vivons seules,
- lorsque nous sommes seules dans la rue,
- lorsque nous sommes seules au café, dans le train, le métro,
- lorsque nous voyageons seules.

Si vivre est une provocation, nous vivrons !...

ANNE et LAURENCE

Une vérité peut en cacher une autre

L'actualité met périodiquement en évidence les gigantesques transactions commerciales nouées entre des pays à régime prétendument opposés de nature. A cette occasion, les commentateurs de presse exposent également, par leurs écrits et leurs silences, la grande variété de leurs œillères ou leurs intentions manipulatoires.

Le modernisme technique aidant, le le conditionnement général paraît plus efficace s'il est l'œuvre des plus récents moyens audio-visuels et graphiques ; pourtant, propagande et publicité, ces cousins germains dans l'abus de confiance utilisent encore et toujours leur arsenal éprouvé de mots chocs, d'épithètes abondamment serinées et de demi-vérités (ou demi-mensonges) : le rappel est de nature à éviter l'accoutumance à un danger non imaginaire.

Voici donc un éventail - certes incomplet - de titres relevés dans la presse internationale, des journaux régionaux ou de périodiques d'opinion : chacun, de son bord, a bien fourbi sa facette de vérité !

- Les Américains nourrissent l'Armée rouge avec leur blé.

- Les USA vont subvenir aux défaillances de l'agriculture soviétique.

- Pour faire face aux besoins d'une économie perpétuellement en déséquilibre, la bourgeoisie d'Etat de l'URSS va acheter cette année le dixième de la production céréalière nord-américaine, soit 25 millions de tonnes.

- Les Etats-Unis sont prêts à vendre 20 millions de tonnes de céréales (en majeure partie maïs et soja pour bétail) à l'URSS.

comme des impératifs politiques (du secteur public), la spéculation légalisée laissera aux affamés impécunieux de minables restes ; des restes indispensables au maintien chichement mesuré d'une force de travail minimale... et pas trop concurrentielle !

Ces règles, dans nos régimes de profit - et ils le sont tous -, ne souffrent aucune exception.

La France ? D'où vient son soja, végétal « miracle », source incomparable de protéines et de matières grasses ?

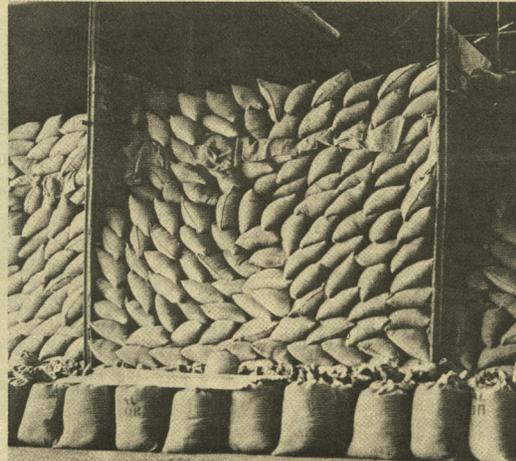
La France importe 90% de ses besoins (des Etats-Unis) sous forme d'aliments pour bétail ; un aliment fourrager « indispensable » dont, dans le contexte « profit à tout prix », il est vain d'essayer de s'en passer.

Mais la France, il est vrai, n'a plus d'idéologie à répandre ; elle fait respecter ses intérêts - ceux d'une minorité.

Par contre... dira-t-on... la République populaire de Chine ? L'année passée, elle importa 9 millions de tonnes de blé. Les transactions avec les Etats-Unis, le Canada et l'Australie, ont été traitées assez confidentiellement car, bien sûr, les réticences furent vite vaincues : en politique et à fortiori en économie politique les ennemis de nos ennemis sont « nos amis ».

En 1979, suite aux retrouvailles sino-européennes, le Marché Commun sera à son tour intéressé aux affaires. Et pourtant... à ces occasions, les impératifs politiques avaient joué à plein.

En bénéficiant, quant aux paiements des clauses de la nation la plus favorisée, la Chine va pouvoir étaler ses remboursements tout en empruntant et louant



- En conséquence d'un hiver rigoureux, l'URSS veut acheter aux USA 20 millions de tonnes de céréales fourragères.

- Les achats massifs de l'Union soviétique vont éviter aux Etats-Unis de nouvelles crises de surproduction.

- L'URSS profite de ses fortes réserves en or (2^e production mondiale) et de la dépréciation croissante du dollar par rapport au métal jaune pour obtenir, à coût minime, le blé excédentaire des USA.

- Comme elle l'a fait envers l'Union économique européenne pour le beurre, l'Union soviétique en achetant les surplus agricoles américains, contribue involontairement à résorber les stocks et à résoudre les problèmes de stockage.

- Ayant ainsi bénéficié d'un concert de carillons dont nous retiendrons la gamme des notes complémentaires, proposons une nouvelle interprétation :

En URSS, comme aux USA, (et en Europe occidentale bien entendu !) les affaires sont les affaires ! Ici ou là, le plus offrant l'emporte ; le plus offrant n'est pas forcément le plus riche des deux, mais le plus riche de ceux dont les besoins entrent en ligne de compte. Lui, pourra, s'il le désire, alimenter son cheptel bovin avec le grain qui fait cruellement défaut aux multitudes affamées des Tropiques. Il n'y aura jamais trop de bœufs gras, mais par contre... il est certaines régions du globe où seuls sont dignes d'intérêt... la fonction stratégique et le sous-sol... quant au reste !

La maîtrise et les manipulations des cours des céréales donnent ainsi aux monopoles et aux Etats qui les pratiquent un pouvoir exorbitant sur les conditions de survie de centaines de millions d'êtres humains du Tiers-Monde. Sous couvert de lois économiques (du secteur privé)

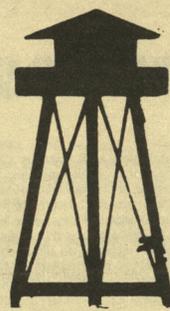
au « Capital » ses entreprises et sa main-d'œuvre à bon marché. En effet, une loi « pékinoise » de juillet 79 autorise la création d'entreprises mixtes à capitaux chinois et étrangers. Aucune limite supérieure n'est fixée à la participation étrangère !

De qui se moque-t-on ? Comment peut encore se prétendre communiste ou socialiste, voire populaire, un Etat où se cumulent : un endettement en flèche vis-à-vis de l'étranger, une prépondérance du capital extérieur dans les entreprises, le salariat, le nouveau culte de la rentabilité, un chômage de 20 millions de travailleurs (de sources officielles), des conditions sociales dignes de notre « belle époque », l'accentuation du rythme de travail (48 heures par semaine, congés insignifiants), la séparation des familles en raison des mobilités d'emploi, la traite des travailleurs (exportation planifiée de 400 000 d'entre eux avec location, moyennant devises fortes aux monopoles occidentaux), la course aux armements (un budget annuel de 36 millions de dollars), l'expansionnisme, le soutien aux régimes les plus rétrogrades (Chili, Indonésie, Iran impérial, Zaïre, Maroc...), une répression politique ostensible ou insidieuse mais toujours dure.

La trop fine écorce « progressiste » s'écaïlle au fil des ans et de la succession des pouvoirs. A brève échéance, il ne restera, là comme ailleurs, que le tronc nu de l'Autorité, une autorité qui finira par accoler au nom multidimensionnel de socialisme le prénom dénaturant et déprécié de « national ».

A force de tondre mots et idées, de les amalgamer sciemment par intérêt, il n'en résulte qu'un infâme salmigondis... répugnant et dérisoire.

P. JACQUET



Chronique du goulag ordinaire

LES PRISONS EN URSS — Les prisons d'URSS se regorgent de nouvelles recrues. Après que Vladimir Skvirshy ait été condamné à 5 années de relégation et que Lev Volokhousky ait été lui, condamné à 2 ans de camp de travail, Nicolas Nikitine, membre de SMOT (Association interprofessionnelle libre des travailleurs) vient d'être condamné à 18 mois de camp pour « diffusion de calomnies anti-soviétiques ». Cardiaque, Nikitine s'est vu « juridiquement » et « populairement » refusé tout droit à une quelconque visite médicale.

Tatiana Velikanova qui défendait le droit des « minorités soviétiques » opprimées, vient dernièrement, elle aussi, d'être arrêtée... (et 1 de plus)...

A MOSCOU LES ENFANTS VOYAGENT — La bourgeoisie d'Etat vient de vivement « conseiller » (c'est tout dire !) les parents des écoliers de la capitale, d'envoyer leur progéniture à la campagne durant la période des Jeux Olympiques de juillet et d'août 1980.

Les « dirigeants des écoles » ont eux donné pour motif officiel : « leur crainte de voir les bambins bousculés par la foule et que l'afflux des visiteurs soit néfaste à leur santé »...

Tout cela, bien sûr, se fera sans contrainte (dixit « les responsables ») et on recueillera éventuellement les heureux enfants dans des camps de pionniers. Aller, c'est parti ! Un million d'enfants des écoles primaires moscovites dans la verdure...

EN RDA ÇA « PASSE » DIFFICILEMENT — Un « passeur » (dixit les chefs !), Werner Stuwe, vient d'être condamné à 11 années de prison pour avoir « organisé » l'évasion de « citoyens » de la RDA vers la RFA...

CHINE ÇA FUSILLE ET ÇA ENCASERNE TOUJOURS AUTANT — Lu Honglai et Soug Jinrong, deux rédacteurs de la revue dissidente *La Revue du Bohai*, ont été récemment arrêtés alors qu'ils apposaient sur le pseudo mur de la pseudo démocratie un dard-bao contre la répression policière...

Weng Zhouxin a été condamné à mort et immédiatement exécuté pour « crime économique » pour avoir « détourné » les fonds de la caisse d'une compagnie de carburants.

Groupe Commune de KRONSTADT

DEUXIÈME CONGRÈS EXTRAORDINAIRE de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

Les 1, 2, 3 et 4 novembre à Antony, la F.A. a tenu son Congrès extraordinaire auquel participaient 200 délégués. Les débats et les analyses ont porté essentiellement sur la nécessité ressentie par l'organisation d'adapter ses structures à un nouveau dynamisme et le besoin des militants de confronter leurs analyses et leurs expériences, afin de mieux développer les propositions anarchistes.

La capacité politique des travailleurs à s'organiser selon les principes anarchistes fondés sur l'abolition du salariat, la destruction de l'Etat et la construction d'une société autogestionnaire et fédéraliste.

La place et l'intervention des militants anarchistes dans les luttes actuelles : mouvement ouvrier, féminisme, immigration. Le Congrès s'est ensuite penché sur l'indépendance et le renforcement des moyens d'expression de la F.A. qui devra se doter d'ici quelques années de nouveaux locaux.

En définitive, ce Congrès se situe dans la droite ligne du Congrès extraordinaire de Boussy Saint-Antoine en 1977 : poursuivre et développer les analyses anarchistes susceptibles de provoquer l'émergence dans les luttes sociales d'un puissant courant anarchiste.

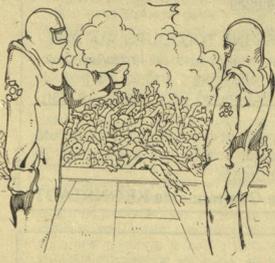
FÉDÉRATION ANARCHISTE

informations internationales

Allemagne

BERLIN OUEST - LE FORUM LIBER-TAIRE — Le 6 octobre avait lieu la fête d'ouverture du Forum libertaire, dans son local définitivement aménagé. Cette manifestation à la fois politique, littéraire et musicale, a connu un succès encourageant. En même temps paraissait le premier numéro de *Lucifer* bulletin d'information du Forum. Le Forum a l'intention de devenir le centre d'attraction de tous les courants du mouvement libertaire à Berlin. Il sera ouvert à toutes les idées et initiatives, sans dogmatisme et sans sectarisme. Il organisera aussi bien des discussions politiques que des expositions, des lectures de poèmes et des concerts. Il a l'ambition de devenir le trait d'union entre tous les groupes libertaires de Berlin, jusqu'ici divisés et isolés. Puisse le succès couronner les efforts de nos camarades !

LES DECHETS NUCLEAIRES — On sait que le gouvernement fédéral avait décidé d'implanter à Gorleben (Basse-Saxe) un centre de traitements et de stockage des déchets radio-actifs provenant du super-générateur de Kalkar. On sait aussi que la population locale s'était vigoureusement opposée à cette implantation et que des manifestations groupées jusqu'à 100 000 participants avaient eu lieu au printemps dernier. Il semble que cette opposition, malgré les interventions de la police et les poursuites contre des manifestants, a porté ses fruits. Le 6 octobre, le ministre de Basse-Saxe, Albrecht, en visite à Luchhorv, a annoncé que les travaux commencés à Gorleben seraient arrêtés. Le dépôt central prévu ne sera pas créé. Il y aura seulement des dépôts « temporaires » établis en divers points du territoire allemand, en attendant qu'on mette au point les techniques de liquidation des déchets nucléaires. Recul du gouvernement : mais tant qu'une solution ne sera pas trouvée, le mouvement anti-nucléaire ne doit pas désarmer et se laisser endormir par des promesses. La récente manifestation de Bonn montre que les anti-nucléaires restent vigilants.



Carsten à la foire du livre - Le président fédéral Carsten - dont on sait les relations qu'il eut dans le passé avec le nazisme - a visité la foire du livre de Francfort. Il y eut un peu de tumulte et il fut accueilli par des cris et des protestations. Un visiteur de la foire, qui distribuait des tracts rappelant le passé pas reluisant de Carsten, fut violemment frappé par des membres du service de sécurité encadrant le président et laissé sans connaissance sur le carreau. Des collaborateurs des stands des maisons d'édition se portèrent au secours du blessé, alertèrent les services sanitaires et firent transporter la victime à l'hôpital. Les représentants d'une vingtaine de maisons d'édition, allemandes et suisses, ont signé une déclaration dans laquelle ils s'indignent de la brutalité des « gorilles » et de l'abandon scandaleux du blessé. Il paraît qu'un peu plus tard, Carsten a « regretté » cet incident...

DANS LES PRISONS — Le 15 octobre, 117 détenus du bâtiment I de la prison de Moabit (Berlin-ouest) ont commencé une grève de la faim, suivis par d'autres détenus des bâtiments II et III. Ils protestent contre les conditions de déten-

tion qui sont pires à Moabit que dans les autres prisons : isolement dans les cellules avec « promenade » réduite à la durée minimum de 1 heure, régime spécial, surveillance lors des visites, impossibilité de travailler ou de se réunir (sauf à l'office religieux du dimanche), etc. Les conditions de détention à Moabit, déclare un prisonnier, sont dignes du Moyen-Age !



OCCUPATION D'IMMEUBLES — A maintes reprises nous avons dénoncé le scandale de maisons en bon état qui sont détruites pour céder la place à des immeubles de « rapport » qui sont plus rentables pour les propriétaires ou les sociétés immobilières. Les locataires sont brutalement jetés à la rue et on devine le prix des loyers dans les nouvelles « cages à lapins » en béton ! A Offenbach, le 15 octobre, un groupe de citoyens - passant à l'action directe - a occupé une maison vide, en parfait état, qui est vouée à la démolition, s'est livré aux travaux de nettoyage et aux réparations indispensables. La cour de cet immeuble sert déjà de terrain de jeux aux gosses du quartier qui, jusqu'ici, ne disposaient d'aucun lieu de récréation. L'intérêt des mal-logés l'emportera-t-il sur l'intérêt des promoteurs ? Ou bien, à Offenbach comme ailleurs, la police et la Loi auront-elles le dernier mot ?

CHEZ LES JEUNES SOCIALISTES DU SPD — Les Jusas constituent une minorité - d'ailleurs grandissante ! - dans le SPD, qui est en désaccord bruyant avec la ligne du parti de Schmidt et qui voudrait redonner au parti socialiste démocratique une orientation marxiste. Ils viennent d'établir un programme électoral pour le renouvellement du Bundestag, dans lequel ils constatent l'échec de la politique de réforme préconisée par Brandt : la situation de la classe ouvrière s'est détériorée, le chômage sévit toujours. Le programme des Jusas rompt sur bien des points avec la position de la coalition gouvernementale SPD-FDP. Ils réclament l'arrêt des constructions des centrales nucléaires, la suppression des lois d'exception contre le terrorisme, le droit de manifestation et le désarmement de la police, la suppression des interdictions professionnelles, l'augmentation des salaires, l'interdiction des lock-out patronaux, etc. Les Jusas tiennent à se distinguer des communistes du DKP, vraiment trop liés au parti communiste SED de l'Allemagne de l'est. Cependant Schroder, le président des Jusas, déclare : « Il y a identité entre le marxisme et le socialisme. Le marxisme est la théorie du socialisme ». C'est dans doute pourquoi le programme des Jusas « repousse absolument l'idéologie de l'anti-communisme », proclame que les armements de l'URSS sont purement défensifs et destinés à maintenir l'équilibre dans l'Europe. Les Jusas sont en fait plus proches du DKP que du parti officiel SPD auquel ils appartiennent. Comme ils ont étendu leur influence dans de nombreux centres, on peut se demander si le parti social-démocrate pourra établir un programme qui sauvegardera - au moins en apparence - une unité de vues bien menacée.

C.N.T.
journal de la Confédération
Nationale du Travail d'Espagne
est en vente à la
Librairie PUBLICO
Il coûte 4 f
Vous pouvez le commander
sans oublier les frais de port

Chronique des événements de plus en plus courants en Belgique

La deuxième partie de cet article paraîtra dans le prochain numéro

A lors qu'il comparait le 26 juillet devant la Chambre du Conseil au Palais de Justice de Bruxelles, François Besse s'empara d'un 357 Magnum fixé sous son siège, bondit vers le juge Durand pour s'en faire un bouclier, négligeant le conseil de son avocat Michel Graindorge qui lui cria : « Fais pas ça, François ! ». A l'abri de son juge, Besse quittait la salle, disparaissait dans le labyrinthe des couloirs du Palais et retrouvait une moto qui l'attendait sur le parking des magistrats. Le spectacle était terminé !

Sous l'autre siège les policiers devaient découvrir un pistolet FN 7,65 chargé et un double des clefs de la moto ; le tout fixé avec de la colle forte. Dupond-Dupont se mettaient en chasse.

Les recherches demeuraient vaines et Besse introuvable poussait l'audace jusqu'à rembourser un policier pour les « pistolets fourrés » (comprenez sandwiches) qu'il lui avait offerts. L'affaire se tassait quand le 29 août on apprenait l'arrestation de Michel Cheval et de son amie Isabelle de Andrés. Comment les enquêteurs de la PJ en étaient-ils arrivés là ? Dénonciation ? Tuyau de la B.S.R.* ? Ce point reste toujours à éclaircir même si l'ampleur prise par l'affaire l'a fait perdre de vue.

Le fait est, qu'au domicile de Michel Cheval ils trouvaient une série d'indices accablants : une robe d'avocat tachée de colle forte, des munitions correspondant aux armes de Besse, un double des clefs de la moto, de la colle forte... Michel Cheval était collectionneur ! Les Dupond ne s'étaient pas déplacés pour rien.

Qui est Michel Cheval ? Licencié en psychologie de l'Université Libre de Bruxelles et chercheur dans le domaine des prisons, il effectue son service civil à Infor-Justice : une association qui offre une assistance variée aux détenus, aux libérés. Par ailleurs, il participait au « Comité de soutien aux détenus de Belgique ».

Dès la double arrestation, Infor-Justice était perquisitionnée et plusieurs dossiers de détenus emmenés.

Cuisinée comme il se doit par des spécialistes, Isabelle craquait et dénonçait l'avocat Michel Graindorge comme complice de l'évasion de Besse. Michel Graindorge était cueilli le 31 août à son retour de vacances et aussitôt mis au secret pour trois jours à la prison de Forest. Stupéfaction et indignation dans la gauche et le Barreau de Belgique. Pourtant la Chambre du Conseil confirmait la détention en dépit des rétractations d'Isabelle de Andrés. Michel Graindorge était inculpé de complicité de prise d'otage, de complicité dans l'évasion avec transmission d'armes, d'association de malfaiteurs, de recel de criminel. L'addition était salée. Déjà on parlait de pressions discrètes exercées par la B.S.R.. L'affaire était lancée.

Les défenseurs de Michel Graindorge interjetaient appel et critiquaient le procédure belge. En effet en Belgique, le secret de l'instruction est à ce point bien gardé que les défenseurs d'un inculpé n'ont accès au dossier qu'un mois après l'arrestation. Dans le cas présent, Michel Graindorge avait même eu droit à un supplément de trois jours de mise au secret, c'est-à-dire sans contact avec ses défenseurs. Procédure exceptionnelle qui allait devenir la règle dans cette affaire. Le juge d'instruction, Madame Beaupain, a de ces gâteries !

Il faut dire que Michel Graindorge était dans le collimateur de toutes les polices du Royaume (et il y en a beaucoup) depuis des années. En 1976, il était à la base de la création du « Comité de soutien aux détenus de Belgique ». Ce comité était né suite à la révolte pacifique des détenus de la Centrale de Louvain et visait à l'application des Droits de l'Homme en prison. Au fil des années il critiquait l'inertie de l'Administration pénitentiaire qui, en dépit des promesses de réformes, n'en continuait pas moins à poursuivre la seule politique qu'elle connaisse : la répression.

Fin 1977, l'extermination des leaders de la RAF et l'extradition de Klaus Croissant conduisirent Michel Graindorge à participer au « Comité de soutien aux détenus politiques en R.F.A. ». Ces deux comités se réunissaient à son cabinet de l'avenue des Cocoonelles, que la B.S.R. et la Sûreté de l'Etat surveillaient assidûment par écoutes téléphoniques, plans et filatures. Toutes ces années d'un travail méthodique et monofone se trouvaient enfin récompensées par une arrestation !

Le « Comité national Graindorge » multipliait les manifestations (le 7 et le 15 septembre), les motions de soutien pleuvaient, Graindorge clamait son innocence, ces défenseurs n'arrêtaient pas de faire appel pour obtenir sa libération. En vain.

De son côté, le Parquet poursuivait ses perquisitions spectaculaires : chez Javotte Lequeu, professeur de morale et membre du « Comité de soutien aux détenus », chez Jacques Roland, membre du « Comité RAF »... La PJ poursuivait ses interrogatoires : comme celui de Françoise Weiss, fondatrice d'Infor-Justice. On apprenait fort respectueusement la perquisition effectuée chez Victor Solé, président d'Amnesty International, le jour de l'évasion de Besse. N'importe quoi !

Au sein du « Comité national » un certain malaise s'installait qui éclata pour



la première fois lors d'une assemblée à l'U.L.B.. Pourquoi se limiter à soutenir Michel Graindorge ? Parce qu'il se dit innocent ? Et les « coupables » alors ? Michel Cheval et Isabelle de Andrés étaient oubliés. Pourquoi ? Selon leur propre volonté répondaient les animateurs du comité. Cela ne conviait pas tout le monde. Entre autres le « groupe Lambert » (ne pas confondre avec la banque) qui quittait la salle avec fracas. Nombreux étaient ceux qui se sentaient manipulés par les avocats et le comité qui temporisaient pas excès d'optimisme ou par froid calcul.

Le 15 septembre, lors de la seconde manifestation de soutien à Michel Graindorge, la gendarmerie prétendit vouloir fouiller les sacs des manifestants. Cela ne s'était jamais vu et on ne saura jamais quelle autorité avait donné cette instruction aux gendarmes.

Le lendemain, dans la nuit du 16 au 17 septembre, une nouvelle affaire éclatait. Bernard Herman revenait de la fête du « Drapeau rouge » et passait quai des Matériaux à proximité du local « Front de la Jeunesse » quand il est attaqué par quelques militants de ce groupe d'extrême-droite, entraîné à l'intérieur du local et torturé pendant des heures. En dépit de sa plainte et des preuves qu'il apportait, la gendarmerie mettra plusieurs jours avant d'effectuer une descente au local « Front de la Jeunesse ». De quoi leur laisser le temps de faire le ménage. Un manque d'empressement qui allait encore connaître des dévaluations.

Cette agression allait déclencher une riposte classique de la gauche. Un comité de vigilance antifasciste se constituait et organisait une longue manifestation qui devait se terminer en bagarre suite aux débordements des « autonomes » à Lambert.

L'inquiétude commençait à s'installer à gauche quand quatre nouvelles arrestations étaient annoncées le 27 septembre. Odette Maas, avocate du cabinet Graindorge, Maurice Appelmanns, François Villers et Jacques Roland, membres du « Comité RAF », étaient arrêtés pour l'organisation d'un réseau d'évasion des détenus. Un nouveau dossier était ouvert concernant les évasions de Freddy Vandeputte, Van Orbeek et Anthemus, tous truands notoires. Pour un comité qui avait toujours fait la distinction entre prisonniers politiques et de droit commun, c'était pour le moins surprenant. Faute de Baader, on ferait évader Vandeputte ? Bizarre ! En tout cas, le « Comité RAF » était quasi démantelé. Ceux qui n'étaient pas en taule, étaient planqués ou en cavale.

Michel Cheval, en bon cumulard, était aussitôt inculpé dans cette seconde affaire sur base des accusations de François Villers qui chargeait également Michel Graindorge. D'après ses déclarations, une ferme de Dordogne appartenant à Odette Maas aurait servi de planque aux évadés. Mais les perquisitions ne donneront rien.

Dans la foulée de ces nouveaux rebondissement, Isabelle de Andrés revenait sur ses rétractations et accusait à nouveau Michel Graindorge. Elle aurait parlé d'une réunion avec Noëlle Besse (la sœur de François), Michel Graindorge, Michel Cheval où il aurait été question de l'évasion de François Besse. Mais il semblerait qu'on lui ait quelque peu montré où était son intérêt.

La PJ aurait également trouvé au cabinet Graindorge un document confidentiel de la police sur le plan d'alerte après hold-up.

La presse titrait : « Graindorge pas encore inculpé dans le deuxième dossier ». Le 3 octobre c'était fait : il était inculpé dans l'affaire du « réseau d'évasion », mais continuait à nier.

Un document aurait été saisi qui indiquait de façon précise le chemin à suivre depuis Namur (lieu de l'évasion de Vandeputte) jusqu'aux Pyrénées en passant par... la Dordogne ! Un certain Marc D., membre du « Comité RAF » serait recherché.

Le 4 octobre, une nouvelle perquisition avait lieu à Infor-Justice. La PJ recherchait semble-t-il une machine à écrire. On apprenait aussi qu'une information ouverte à Mons au sujet de l'attentat contre le général Haig, ancien commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, concernait Michel Graindorge !

De son côté, Maurice Appelmanns faisait savoir par le biais de son parti (le Parti marxiste-léniniste de Belgique) qu'il avait été abusé par certains membres du « Comité RAF » lui ayant demandé de prêter son appartement à des militants pendant ses vacances. Les « militants » en question se seraient avérés être Vandeputte et Van Orbeek !

La thèse de la provocation policière prenait de la consistance. Certains militants du « Comité RAF » en cavale recevaient les titres de provocateurs, d'informateurs, de flics. Il y avait du tribunal populaire dans l'air.

J.M. NEYTS

*Brigade de Surveillance et de Recherches. Soutien de la gendarmerie qui se charge entre autres prostituées et drogués de surveiller les militants politiques et syndicaux.



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Le pouvoir intellectuel en France

par Régis Debray édition Ramsay

Voici un livre plaisant pour ceux qui sont plus ou moins informés ou, qui ont le goût de ce que Régis Debray appelle « l'intelligentia » et qu'il inscrit dans « un triangle nettement repérable : Université-édition-média, le milieu intellectuel désignant l'aire ainsi circonscrite ». Dans cet ouvrage, l'auteur dissèque, avec férocité, un clan auquel il appartient et avec lequel il règle quelques comptes obscurs. Ce que j'ai lu des premiers ouvrages de l'auteur, alors qu'il professait un marxisme gauchisant qui se greffait sur le romantisme des guérilleros sud-américains, ne m'attiraient pas particulièrement vers lui. Il était de ce clan fabriqué par la Sorbonne, qui donne volontiers des leçons aux travailleurs sur la tactique à suivre dans leur entreprise et on pouvait le ranger parmi la petite monnaie que monsieur Marx a répandue dans le monde et qui a faussé tous les problèmes que posait la libération des travailleurs. Aujourd'hui, malgré sa grande colère, il est resté dans le clan, je veux dire celui des intellectuels marxistes qui entre 1950 et 1970 se sont rangés autour de monsieur Sartre pour traduire en français des évangiles bien défrêchés dont les têtes de chapitre restent le matérialisme historique et la dialectique. En un mot, c'est un homme qui n'a rien lu d'autre que ce qui était le prolongement du programme de l'Université, et dans son étude sur les intellectuels, il ne sortira pas de Marx, de Kant et de quelques autres. On sent que les utopistes, les endehors n'ont jamais encombré ses nuits de veille. Alors pour quoi en parler ? Et bien parce que ce qu'il nous révèle, est instructif sur les mandarins qui prétendent guider notre raison.

Le monde de l'édition accolé aux directions des grands hebdomadaires et aux directions littéraires des médias, est devenu une chas-

se gardée pour des clans qui se haïssent féroce, mais qui s'épaulent lorsqu'il s'agit de protéger leur job. Les directeurs de collections, les écrivains des quelques maisons qui dominent la profession, les animateurs des émissions littéraires à la radio et à la télévision, s'inter-changent avec une admirable cohésion. Les luttes sont féroces, et dans la bagarre « nos chers professeurs » oublient rapidement les bribes de la philosophie qu'ils essaient de nous inculquer.

Je ne résiste pas à vous donner un extrait qui vaudra tous les commentaires que l'on pourrait faire : « Qui contrôle Le Monde - en particulier les sections du Monde des livres et du Monde des spectacles - tient sous sa dépendance la totalité des aspirants à la vie (littéraire). Dix hommes et femmes décident pour cinq mille, selon qu'ils décident ou non de se pencher sur leur sort... » Il a raison ! Pour ma part, j'ai connu toute une équipe de jeunes écrivains, qui les uns et les autres, les uns par les autres, se sont introduits dans le cénacle à la suite de celui qui avait réussi à se hisser au sommet de la hiérarchie des Goncourt. Aller, soyez rassurés, la bourgeoisie intellectuelle de gauche a de l'indulgence pour ses enfants terribles et les incartades de Régis Debray ne le conduiront pas à la soupe populaire.

Et puis il existe des éditeurs à qui on peut encore envoyer un manuscrit, comme il a existé des écrivains comme Breton et Camus pour nous consoler d'Aragon et de Sartre.

Ce livre est édifiant. Il intéressera ceux d'entre nous qui veulent s'instruire et qui sont familiers avec « l'argot » particulier qui se parle entre Saint-Germain-des-Prés et l'Odéon. Il m'a cependant procuré un regret. On n'a pas toutes les semaines un Eric Losfeld à se mettre sous la plume.

Le coin des copains

Jean Bourbon, auteur compositeur interprète, charmera les oreilles anars des Ardennes, le 17 novembre matinée et soirée à la MJC Houillère 80, rue Albert Poulain à Charleville-Mézières.

Péroni et Roustan dans « Couple-moi l'ouffle » (Phallo mais de gauche) se produisent toujours au Café d'Edgar, mais à 23 h 15. Halte au décalage horaire ! Halte au copinage éhonté ! Jean-Paul Sèvres (encore lui) avec Sophie passeront à la M.J.C. de Draveil le 24 novembre à 21 h. HALT A LA DICTATÛR du vedettariat !

Notes de lecture

Le livre des plaisirs

par Raoul Vaneigem

édition Encre

Le 14 novembre 1970, dans sa lettre de démission adressée à l'Internationale situationniste, Raoul Vaneigem écrivait : « Je préfère donc reprendre le pari que mon adhésion à l'I.S. avait différé : me perdre absolument ou refaire absolument ma propre cohérence et la refaire seul pour la refaire avec le plus grand nombre ». Aujourd'hui, avec le livre des plaisirs, le résultat de ce pari apparaît au grand jour. Raoul Vaneigem ne s'est nullement perdu car, pour ce faire, il eut fallu qu'il se soit déjà trouvé. Et quant à refaire sa cohérence, l'entreprise était vouée d'avance à l'échec car, là aussi, la seule cohérence dont il ait jamais fait preuve n'était que celle de l'incohérence.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que Le livre des plaisirs soit profondément déplaçant. Pire, pendant les deux cents pages où Vaneigem anone sur le thème unique de la révolution par le plaisir, ce bouquin se révèle plat, ennuyeux, rabâcheur, triste à mourir, médiocre, mal écrit... pitoyable. Visiblement, Vaneigem n'a plus rien à dire hormis des banalités du genre de celles qui traînent partout, chez n'importe quel besogneux du désespoir. L'essentiel de son « message » tient en trois phrases. « La révolution n'est plus dans le refus de la survie mais dans la jouissance de soi que tout conjure à interdire, à commencer par les tenants du refus ». « Des plaisirs naîtra l'audace et le rire ignorant les ordres, les lois, la mesure, abattra avec l'innocence de l'enfant tout ce qui juge, réprime, calcule et gouverne encore ». « Je n'en appelle pas à l'effort, j'invoque le laisser-aller ».

Certains s'étonnent que Vaneigem en soit arrivé à un discours d'une telle pauvreté, et ce n'est pas sans une pointe d'amertume qu'ils opposent le « brio » du Traité du savoir vivre à l'indécente misère du Livre des plaisirs. Ceux-là s'étonneront toujours de tout car ils ne s'étonnent pas d'eux-mêmes.

C'est vrai que Le traité de savoir vivre avait du panache. C'est également vrai qu'il avait mis à jour la réalité du Vieux Monde avec une poésie d'une rare férocité. Mais que diable, il n'était pas besoin d'être grand clerc pour voir que sous la beauté fragile des mots, la triste réalité d'une révolte sans perspectives, pointait déjà comme le perce-neige sous le manteau blanc de l'hiver ! Dès lors qu'il ne s'agissait plus de faire des effets de manche, Raoul Vaneigem et les situationnistes faisaient, en effet, preuve d'un silence pour le moins surprenant et à tout le moins d'un manque d'imagination affligeant. Derniers avatars d'une pensée marxienne en pleine décomposition, ils en étaient réduits, comme des molasses dans le minaret de l'I.S., à invoquer sans cesse la solution mythique des conseils ouvriers. Aussi, comme beaucoup d'autres avant eux et beaucoup d'autres sans doute

après eux, le test de la réalité allait se charger de mettre la pendule de leur délire à l'heure du dérisoire.

Au fond, Vaneigem et ses collègues de club s'intègrent tout à fait dans la dialectique infernale de l'impuissance à modifier les choses d'un certain individualisme. Ils ont compris que le refus de prendre en compte la vie quotidienne dans le processus révolutionnaire vouait la révolution à n'être qu'une illusion du changement. Ils n'ont pas compris que le refus de prendre en compte l'aspect économique et social du processus révolutionnaire vouait la révolution au désespoir de la solitude.

Jean-Marc RAYNAUD

ANTICIPATION

Salut et fraternité, camarade !

Une goutte d'eau a fait déborder le vase... la rue Cay-Lussac reflue de drapeaux noirs. Le tiers déjà des arrondissements parisiens s'est hérisse de barricades. Le plus prometteur, c'est que la province suit : Angers, Tours, Brest, Rennes, Lille, Nantes, Marseille, Bordeaux et Lyon, dit-on... Et ta ville ?

Bien sûr, la radio-monopole nous parle toujours des Carrefours et autres Conforama... j'entends la petite musique de nuit ! Mais notre travail sert déjà, tu sais : les quartiers ont sorti d'où ? - leurs émetteurs et ces informations-là diffèrent étrangement de celles des radios d'Etat.

Il faut que je te dise : Ça saigne. Beaucoup. Un espoir féroce s'est emparé de tous ceux et celles qui n'en peuvent plus de subir l'aliénation étatique. Couvrant leurs craintes ou leur horreur, cet espoir en fait des combattants redoutables prêt(e)s à mourir pour que vive la liberté. Il n'y a pas que flics, patrons, curés et autres salauds à en pâtir... aucun parti n'ose plus faire entendre sa voix et on a brûlé autant de drapeaux rouges que tricolores...

Selon les informations que l'on a, il règne une foire pas possible au sein de l'armée. Le gouvernement ne semble devoir compter avec certitude sur aucun régiment, nombre de déserteurs nous rejoignent avec de gigantesques informations. Et je te jure, Claude, que les véritables polémiques sont bien dépassées et que nous sommes tous coude à coude, tantôt sur les barricades, tantôt à travailler à la coordination des communes qui se sont déclarées LIBRES ! Tu pourrais aussi bien me moi interpréter les informations officielles quant aux « troubles » concernant les pays voisins et les autres dont on nous entretient discrètement sur les ondes. Nous avons d'autres nouvelles. Tu les connais.

Claude, enfin ! pouvoir vivre ce que nous avons toujours prôné, théorisé, concrétisé souvent, cru toujours ! La fête, Claude ! Et quelle fête... tant pis pour les ombres qui s'y glissent ! L'Histoire amorce un sérieux virage et nous, nous, tenons les rênes. Nous existons, enfin ! Nous n'aurons plus peur de mourir, jamais ! Il n'y a plus de mort, je ne vois que la vie, le possiblement vraie, infiniment féconde ! Claude, je t'aime aussi et tant pis si tu ne reçois jamais ce pli.

Salut et Anarchie.

Gérard CARAMARO

Au Théâtre de l'Athénée La Fraîcheur de l'Aube

Après avoir dirigé le plus célèbre théâtre existant, comment l'homme redevenu comédien, allait-il réagir ? Bien des chers amis de Pierre Dux, venaient à un peu comme à une corrida ; ils ont été déçus. Le comédien reste en pleine forme et sa reprise de contact avec les planches, est une totale réussite. Pour ce retour à la scène, nous assistons à la composition de Max Silverman, un Juif de Conay-Island, touchant les quatre-vingts ans mais toujours jeune, malgré une opération cardiaque récente. Ceux qui connaissent un peu la vie de cette plume, ultra-populaire, restent stupéfaits par l'exactitude de la création. L'œuvre de Herb Gardner est d'une grande finesse. C'est un hommage à la jeunesse et à l'enthousiasme ; la jeunesse des vivants, et non celle de l'âge. Silverman est un jeune... de 80 ans, son fils, avocat, est un jeune vieillard de moins de 30 ans. Cette fresque de l'espoir de ce jeune qui veut recommencer à créer après un arrêt de 22 ans, parvient à passionner un autre poète qui, jeune d'âge et d'âme, entreprend l'aventure avec Max. Ce rôle est superbement interprété par André Dussolier. Sa composition de fardel, arrivant à la nuit pour assister au lever du soleil sur la plage de Conay, est inoubliable. La fille de Max est bien jouée par Nancy Shirley, mais qu'elle fasse attention à sa diction, dans son ardeur de vivre, le texte est sacrifié, c'est facilement réparable. Messieurs Jean Davy, Jean-Pierre Granet et Jean-Claude Regnier complètent cette belle distribution.

Ceux, nombreux, je l'espère, qui veulent comprendre la jeunesse, doivent aller découvrir Le fraîcheur de l'Aube dans le parfait décor d'Emilio Carcano et dans la mise en scène très réussie de Raymond Rouleau.

Francis AGRY



Un numéro spécial
du Monde Libéraire
« L'URSS aujourd'hui »
est paru

8 pages..... 4 F
En vente à Publico

Le ciné-club du 19 juillet
a repris ses activités
et propose chaque samedi
exposition, film vidéo à 20 h
film, débat à 21 h

SAMEDI 17 NOVEMBRE
NOSFERATU LE VAMPIRE

1922 Allemagne Murnau
un classique du cinéma
d'épouvante et de
l'expressionnisme

On étouffe... on étouffe... on étouffe !

C'est la pourriture qui règne dans les milieux parlementaires

qui a « assassiné » Robert Boulin !

Comédie affligeante

La mort d'un homme n'est jamais agréable, elle choque... autant que celle de milliers d'autres de part le monde qui, au même instant, disparaissent comme Robert Boulin, broyés par l'effroyable machine d'État ! J'ai dit autant... pas plus ! Mais les circonstances particulières de la disparition d'un homme public de la carrure de l'ancien ministre du Travail laisse dans son sillage un parfum nauséabond qui nous informe sur l'état de putréfaction d'une société qui n'en finit pas de crever. Le syndicat des politiciens en place a bien senti le danger que représentait pour lui ce cadavre encombrant et les barons de l'écurie parlementaire, pour une fois unis, ont réagi avec vigueur pour trouver un coupable susceptible de leur fournir un alibi. Et de Marchais-la-vertu à Barre-Cap-Ferrat, la danse du scalp a commencé autour du *Canard enchaîné*, sous l'œil attentif de Giscard-le-Grand-Manitou du merdier parlementaire à l'aurole sertie de diamants. Dans leur numéro de vertu, ces drôles ont été plus infects les uns que les autres. La presse, *Le Monde*, mais surtout *Le Canard*, ce baudet d'où vient tout le mal, voilà les coupables. Ce qui n'est pas moins drôle d'ailleurs, c'est qu'on vit un certain nombre de journalistes qui broudent dans le papier à cul que chaque jour sort Hersant, s'associer à ce concert hautement vertueux et réprobateur ! Les journalistes, ça se comprend encore, il faut bien qu'ils justifient l'avoine que le magnat de la presse verse dans leur mangeoire, mais les politiciens, eux ? C'est à croire que chacun d'entre eux dans le coin de leur conscience conserve la matière à un écho qui pourrait trouver sa place dans « la mare aux canards ». Si tôt le drame, tout fut rapidement mis en place pour que Boulin rejoigne ses ancêtres, sans trop de dégâts, pour que la morale soit sauve, les méchants dénoncés et la vertu de la cinquième République protégée des outrages des malotrus de la sociale. Mieux, entre les diams de Giscard, la résidence secondaire de Barre, les saloperies qui arrondissent les revenus des notables de tous bords, et l'opinion publique, il y avait un cadavre respectable, « allons messieurs, vous voyez où la « calomnie » vous entraîne ! Taisez-vous ! ». Oui le numéro était au point. Puis patatrac, tout a craqué !

« Un mort accuse »

Justice immanente poursuivant le crime, la statue du commandeur ou plus simplement, comme dans les mauvais romans populaires de Pierre Décourcelle, un mort qui, au dernier acte, se lève et le doigt pointé accuse : « les coupables, les voilà ». Quel coup de pied dans la fourmillière. Les coupables : un gaulliste abondamment médaillé qui est un escroc, un juge qui sert des intérêts obscurs, un ministre de la Justice qui, d'un croc-en-jambe, se débarrasse d'un concurrent à la place du premier ministre, des « compagnons » (sic) dans le complot et Boulin lui-même qui essaie de circonvenir la Justice ! Honneur, famille, patrie ! Fermez le ban ! Du coup, *Le Canard* perd la vedette ! Dommage, ça pouvait marcher avec un peu de chance. Dans la taupinière parlementaire, c'est la consternation. Communiqué, tractation, prudence ! Même cette grande gueule de Marchais qui la boucle. Est-ce l'agonie de la cinquième ? La faune politique perd son coupable privilégié qui faisait bien l'affaire, il faut en trouver un autre ! Chaban a parlé d'assassinat ! Qui est l'assassin ? *Le Canard enchaîné* qui a scrupuleusement transmis au public des informations exactes et qui est peut-être au-dessous de la vérité, si on en croit le sieur Tournet, le médaillé, qui laisse entendre que Boulin

ne serait peut-être pas si intègre qu'on le prétend ; *le Canard enchaîné* ne peut plus faire l'affaire et passe au deuxième plan. Alors, qui est cet assassin que, s'il n'était pas si occupé, Chaban démasquerait en deux temps et trois mouvements ? Mais voilà, Chaban n'aura jamais le temps, le pauvre !

Le coupable, on serait tenté de le chercher parmi les minables qui gouvernent ce pays. Parmi les « compagnons » (sic) qui se disputent féroce ment entre eux un pouvoir qui, de toute manière, leur échappe. Il est vrai que les regrets des gaullistes pour l'un d'entre eux, ont été décents, sans plus ! C'est vrai que le personnage qui dirige la feuille gaulliste et dont je ne me rappelle plus le nom, vous non plus, mais c'est sans importance, n'a pas inondé de ses larmes la feuille confidentielle du RPR, c'est vrai que Chirac a été aussi bref dans ses regrets que la convenance lui imposait, que Debré à la télévision s'est livré à un de ces galimatias dont il a le secret et auquel, suivant l'habitude, personne n'a rien compris, c'est vrai que pour une fois le président du groupe parlementaire gaulliste, le sieur Labbé a justifié son aspect d'agent des pompes funèbres, en pleurnichant sur le cadavre, avec la conviction d'un employé de la maison Borioli,

raient trop petites. Et pourtant Boulin a craqué ? Craqué de sa combine mesquine que chacun aurait pardonné à monsieur-tout-le-monde, en admettant que monsieur-tout-le-monde soit malhonnête, ce que vous, comme moi, savons bien n'est pas... vrai ! Craqué de Ramatuelle, allons donc ! Il a craqué d'une société au sommet duquel il voulait se hisser et qui l'a tué. Cette société d'exploitation du peuple par les notables, n'exige rien d'autres d'eux que l'apparence et ce ne sont pas les scandales qui tuent, mais la maladresse de ceux qui ne savent pas conserver l'apparence. Ce qui a tué Boulin, c'est l'État, l'ambition, tous ces personnages que Poniatowski, qui s'y connaît, appelait les copains et les coquins, une morale imbécile, un quant à soi ridicule ! Boulin est une victime du travail ! Comme un contremaître passant sous une grue peut recevoir sur la tête une décharge due à une maladresse, à l'ambition d'un personnage qui guette sa place ou plus rarement d'un gars qui en a marre de travailler pour nourrir ceux qui l'exploitent. C'est dans le système qu'il faut chercher les raisons du drame. Le système tue des hommes du peuple dans des usines au rendement, il tue aussi quelquefois ceux de ses dirigeants qui n'ont pas les nerfs assez solides ou qui se sont donnés une

Leçons à tirer

Le Canard enchaîné est une institution ! Copiée partout dans le monde, mais jamais égalée. On peut comme moi, ne pas être toujours d'accord avec ses propos, mais sa présence est le garant de la liberté de la presse dans ce pays. Il faut en prendre conscience ! Défendre *le Canard enchaîné* n'est pas un acte d'altruisme, mais un acte d'égoïsme et de protection de soi-même. Nous, au *Monde Libéraire*, nous avons avec *le Canard enchaîné* ceci de commun, c'est que si dans le pays une dictature de droite comme de gauche s'installe, nous disparaîtrons les premiers. Et soyez sûrs que Marchais au nom de sa morale, de la patrie, de l'État, du parti et d'autres conneries, sera le premier à faire appel « aux travailleurs » pour jeter les premières pelletées de terre sur nos cercueils. Il faudra donc être vigilant. Les diamants de Giscard, le lopin de terre de Barre, les exploits de Marchais pendant l'occupation, pèsent sur la poitrine de ces messieurs et c'est lorsqu'on les voit si vertueusement unis pour, profitant de l'occasion, faire la peau d'un journal satirique qui ne les a pas ménagés, que l'on s'aperçoit de leur vraie nature, quelque soit le vocabulaire dont ils se servent pour tromper le peuple.

Enfin, il nous reste une dernière leçon à tirer de ce drame qui serait banal sans son règlement de compte à titre posthume, c'est que la démocratie parlementaire corrompue par des scandales qui se succèdent sans arrêt, a fait son temps. La succession est ouverte ! Ne nous trompons pas, les postulants recourront tous à la manière forte pour ramener le peuple dans sa modestie, le travail, les vertus qui sont bien de chez nous. Les successeurs du roitelet Giscard, au nom du parti ou de l'ordre et tous au nom de la patrie, feront peser sur nous une poigne de fer qu'exige un État de gauche ou de droite, destinée à conserver une classe dirigeante avec ses avantages. Des rapprochements se dessinent qui sont inquiétants et qu'un drame comme celui que nous vivons, peut favoriser, entre ce qu'il reste des « godillots » du général et des nostalgies du stalinisme.



déclarant gravement « ces messieurs de la famille ». Un instant j'ai imaginé De Gaulle qui, lui, avait de la branche, devant cette chienlit. Il les connaissait bien, lui, les « compagnons » (sic) et il les choisissait comme un hobereau choisit les laquais destinés à contenir la meute. Il les rudoyait et les méprisait, et avec leur veulerie, ils supportaient les avanies de leur maître. Puis il leur a fallu volé tout seul, et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ont volé bas avant de trébucher sur des filouteries à leur mesure.

L'assassin ? Evidemment celui qui a confié les documents à la presse, qui doit être connu et qu'on ne retrouvera jamais, Tartuffe-Peyrefitte occupé à larmoyer sur son « compagnon » n'aura pas, lui non plus, le temps de se consacrer à ce devoir pieu ! En réalité, le coupable n'a pas de nom, ou plutôt, il en a de multiples ! Ce sont ceux qui composent ce personnel politique graveleux qui rongent la société, car enfin, examinons les faits !

« Maladresse et retombées »

Cette combine de Robert Boulin pour se procurer une résidence secondaire avec vue imprenable, à un prix avantageux, en se servant de sa notoriété politique, elle est courante dans ce pays, demandez donc plutôt à Barre ? S'il fallait mettre au gnouf tous les personnages consulaires qui ont fait de même, les prisons de France se-

image de marque qu'ils ne peuvent plus soutenir. Robert Boulin fut probablement de ceux-là. Les autres ? Imaginez-vous monsieur Edgard Faure se suicidant pour de telles babioles ? D'ailleurs, lui, ne se serait pas fait prendre !

On étouffera l'affaire comme on en a étouffées bien d'autres et Boulin ira rejoindre dans l'oubli de Broglie et quelques autres, qui furent ministres et finirent mal. Mais ce qui n'est pas fini, ce sont les retombées du scandale, qui n'est pas le scandale d'un homme probablement pas plus mauvais qu'un autre, mais le scandale de ces polichinels qui, le premier jour du drame, se présentèrent en enfants de Marie ! Nous ne sommes pas prêts d'oublier l'article ignoble du sieur Leroy dans *L'Humanité*, nous ne sommes pas prêts d'oublier cet ancien ministre demandant la suppression du *Canard enchaîné* et l'emprisonnement de son directeur. Sous la trogne vertueuse de Marchais ou de Barre, c'est le totalitarisme qui pointait !

On étouffera l'affaire... et le régime s'étouffera un peu plus de l'affaire ! Mais la classe politique n'oubliera pas, elle ! Dans ce pays où les hommes politiques venus de terre retourment facilement à la terre, du côté de Ramatuelle, du Cap-Ferrat ou de la Grèce, la rancune est tenace. Et de ces règlements de compte à retardement, *le Canard enchaîné* pourrait bien en faire les frais.



Après avoir torpillé le programme commun, Marchais et sa clique s'apprête à torpiller l'élection de Giscard en 1981. Et pour cela, il appuiera par la bande les gaullistes avant d'entamer avec eux l'ultime épreuve du bras de fer.

Pensons-y avant d'être à nouveau dirigé par les uns ou par les autres dans les camps de rééducation !

Maurice JOYEUX
le 2 novembre 1979

abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vo